

Nègre de l'usine,  
Forçat de la mine,  
Hôte du champ,

# L'AVANT-GARDE

Lève-toi peuple puissant!  
Ouvrier prends la machine,  
Prends la terre paysan.  
Ch. Keller

Organe de la Fédération française

de l'Association Internationale des Travailleurs.

Pour toutes communications s'adresser au comp. **Louis Pindy**, fondateur en métaux, rue Fritz Courvoisier 31 Chaux-de-Fonds (Suisse); **autant que possible par l'intermédiaire d'un ami habitant l'étranger.**

## Avis important.

Par mesure de prudence „l'Avant-garde“ ne prendra point d'abonnés; les personnes dévouées qui voudront en soutenir la publication n'auront qu'à envoyer au comp. Pindy la somme dont elles veulent disposer avec ces seuls mots: „Pour l'Avant-garde.“

Des numéros d'essais parviendront aux personnes que nous saurons dévouées à la cause ouvrière. Celles de ces personnes qui voudront continuer à recevoir le journal n'auront qu'à renvoyer au comp. Pindy le n° écrit à la main que portait l'exemplaire qu'ils ont reçu.

### Bulletin international.

Dans la grande république bourgeoise, les Etats-Unis, la position de l'ouvrier devient aussi insupportable que partout ailleurs. Deux millions d'hommes sans travail, dont 50,000 à New-York seulement. Les patrons en profitent, bien entendu, pour museler la bête de somme. Réduction générale des salaires, voici le mot d'ordre d'aujourd'hui; et si la bête proteste — eh bien, alors on imite l'Europe, on envoie les troupes, — pardon, la milice — pour protéger la sainte liberté d'exploiter. A Haverstraw, par exemple, on travaille dans les briqueteries à la pièce, ou plutôt à la tâche, en moyenne 16 heures par jour (seize heures!). Mais les patrons trouvent que ce travail engraisse trop l'ouvrier, et ils réduisent d'un tiers les salaires, plus que modestes. Quatorze briqueteries se mettent alors en grève, et le Gouvernement de l'Etat envoie immédiatement quelques compagnies de milice . . . pour provoquer un peu les gens affamés, — tout comme le faisait Badinguet au Creuzot. D'autre part on vient de condamner à mort « une douzaine » de Mac-Maguirs, — de braves gens qui ont importé d'Irlande leurs sociétés secrètes et leurs procédés expéditifs. La société fut découverte à la suite d'un de ces actes de vengeance ou de justice, que les magistrats avec ou sans robe qualifient de crimes agraires; et neuf membres de la société ont dû être pendus le 21, un est réservé pour juillet, et trois autres pour le mois d'août, afin d'inspirer la terreur aux sociétés secrètes. Enfin, dans l'Etat Illinois, il vient d'être passé, à la suite de la grande grève des employés de chemin de fer, une loi qui ferait honneur à l'épée aussi loyale que non vaincue. Chacun — dit la loi — qui conspirera avec un autre, ou d'autres, pour entraver de quelque manière que ce soit la marche d'une entreprise commerciale, sera condamné à une forte amende et à la prison, de 20 jours à 3 mois. En un mot, la grande libre république nous donne journallement la preuve que sans liberté économique, point de liberté politique. La pauvreté c'est l'esclavage.

Une agitation socialiste prononcée commence à se produire en Galicie. Les frères des Jacques de 1848-1849, habitant les villes, remuent aussi cette fois-ci. Mais la vigilante

protectrice des grosses bourses, la police, veille. Elle ne se contente pas de supprimer la moitié des articles de l'organe des socialistes de Vienne, l'Egalité, et de le faire paraître avec la moitié des colonnes en blanc. Elle fait maintenant des perquisitions en masse à Lvoff et à Vienne et fouille les locaux des journaux et de toutes les sociétés ouvrières. On est parvenu ainsi à découvrir une organisation secrète et à faire maintes arrestations de polonais et d'émigrés russes. Mais — ce n'est pas par des années de prisons qu'on détruira des organisations secrètes, faites par des Polonais! Une fois sorties du cercle des questions nationales et placées sur le terrain de la lutte du travail, elles feront leur chemin, et alors, gare aux messieurs de Vienne.

En Russie, nouvelles condamnations. On vient de condamner, pour la propagande socialiste, 15 membres de la société secrète d'Odessa, arrêtés il y a deux ans; 13 ouvriers et deux étudiants vont expier en Sibérie le crime d'avoir fondé une organisation secrète et propagé des brochures socialistes; six sont condamnés de 10 à 5 ans de travaux forcés. Cette fois-ci toute l'affaire a été faite en famille, portes fermées, et il a été même défendu aux journaux d'en souffler un mot. Une dizaine de parents des accusés ont seuls pu assister aux séances et les journaux n'osent pas même rapporter la sentence.

Les deux compagnons de Verviers, arrêtés pendant la grève de Seraing sont encore en prison. Vive la liberté belge! Le « Mirabeau », organe des sections Wallonnes, publie la circulaire de convocation du Congrès socialiste universel. Dès que nous en aurons reçu, de la commission administrative de la Fédération, la communication officielle, nous publierons ce document. Ce Congrès aura lieu à Gand.

L'Internationale espagnole vient de perdre un de ses membres les plus actifs et les plus dévoués, Vicente Fombucna. On lui doit l'organisation de la Fédération ouvrière d'Alcoy qui a compté plus de 2000 membres. En juillet 1873, il fut un des meilleurs combattants dans l'affaire d'Alcoy. Condamné, il se cacha à Madrid où il travaillait de son métier tout en donnant à la cause tout son temps de liberté. Découvert, il dut s'enfuir et se cacher à Séville. C'est là que la fièvre typhoïde l'a atteint et c'est là qu'il est mort. Cet homme dévoué laisse sa famille dans la misère. La Fédération espagnole ouvre une souscription en sa faveur.

**Dernières nouvelles.** — A Cesena (Romagne), à l'occasion d'un « enfouissement » funèbre, la section internationale est sortie avec son drapeau rouge. La police est intervenue et a ordonné la confiscation du drapeau; les internationaux ont refusé. Alors une lutte au sabre et au couteau s'est engagée entre nos amis et les mouchards italiens aidés par les carabiniers. Il y a eu des deux parts des blessés. Quelques arrestations ont été faites. Le drapeau a été déchiré dans le combat, mais la police n'a pas pu s'en emparer. Vous voyez, messieurs les calomnieurs de toutes nuances comme la Fédération italienne est morte? Au prochain numéro les détails de cette affaire.

## La situation.

Sur l'ordre de Mac-Mahon, le « Grand Conseil des communes de France » (style Gambetta), d'autres disent plus simplement le « Sénat », a parlé. Il a donné son avis conforme et la Chambre des députés est dissoute. Oh! nous le reconnaissons volontiers! les droites, au Sénat, à la Chambre, n'ont rien trouvé à répondre: ici et là, elles sont battues à plate couture; les gauches, à la Chambre, au Sénat, ont été superbes de façon: comme blague, ici et là, c'est très-réussi. Voilà qui est bien, très-bien, comme dit la chanson, mais voyons la suite:

Que veut la France? la république. Quelle république? La France ne veut plus de *république-sans-républicains*, la France ne veut plus de *république septennale*, la France ne veut plus de *république aimable*; elle sait maintenant, la France, que toutes ces sortes de républiques sont des républiques rétrogrades, conservatrices des « bases éternelles de tout ordre social », conservatrices de la religion, conservatrices de la famille, conservatrices de la propriété, conservatrices en un mot de la monarchie. Ce que veut la France c'est une république républicaine suivie de toutes ses conséquences, accompagnée de toutes ses nécessités sociales. Elle ne veut plus sous le nom de république d'une république monarchique ou si l'on préfère d'une monarchie élective. La république qui résulte des dissensions des droites n'est qu'une république, par impuissance de monarchie? La France n'en veut pas. La république thieriste est une monarchie constitutionnelle au sommet de laquelle, les trois prétendants par droit de naissance, n'ayant pu se mettre d'accord, on veut placer au lieu du roi héréditaire, un quatrième prétendant, un prétendant par droit de suffrage, un roi électif? La France n'en veut plus. La France populaire ne veut plus de ces républiques qui sont un *but*; elle veut maintenant une république *comme moyen*, c'est-à-dire une république où chaque être humain étant *complètement, absolument* libre, l'ordre social, le bonheur, le progrès résulteraient du libre jeu de la trilogie fameuse, *Liberté, Egalité, Fraternité*, descendue enfin du frontispice de nos monuments pour se réaliser dans les faits.

Eh bien! cela est de toute évidence: ni l'Etat Mac-Mahonnien, ni l'Etat Thieriste, ni l'Etat Gambettiste ne peuvent nous donner cette république sérieuse. L'Etat ne saurait mentir à sa mission, enfreindre sa loi, déshonorer un peuple. Ce que peut nous donner la voie légale, parlementaire, électorale, pacifique, étatiste, c'est une république de minorité, une de ces républiques rétrogrades dont la France ne veut plus. Un fait rejaillissant est de voir en toutes circonstances, aujourd'hui comme hier, comme demain, en France et partout, la seule solution possible jaillir de notre programme révolutionnaire, anti-étatiste, anti-gouvernemental. Comme nous allons le démontrer, l'insurrection populaire d'abord, l'application du principe anarchiste ensuite, voilà la clef, la seule de la situation.

Démonstrons-le.

Dans trois mois, de deux choses l'une: ou l'assemblée des 363 est réélue et Mac-Mahon devient une boîte à giffles, ou à force de pressions policières, administratives, militaires, politiques, économiques, judiciaires, grâce à l'intervention puissante de cette machine dont il tient la manivelle, l'Etat, c'est une assemblée de droite qui apparaît.

Dans cette dernière hypothèse, nous recommençons l'histoire de l'assemblée de 1871. Trois partis monarchistes en présence qui montent carrément à l'assaut de la république pendant que les républicains trouvent « opportun » de se croiser les bras. Mais parvenus sur la brèche ces trois partis se disputent pour savoir « quel drapeau sera planté ». Donc république rétrograde. Passons.

Dans la première hypothèse, retour des 363, et en supposant que « Mache-la-honte » s'en aille, devenu « Mache-tout », Thiers, l'acclamé de nos dernières séances parlementaires, LUI enfin! Adolphe! devient président de la république. Vite, un coup de bascule! le bonhomme se retourne et appuyé sur son centre gauche, aujourd'hui comme alors, montre les dents à son « fou furieux ». Si l'on ne veut pas lui donner une majorité à gauche pour appuyer tous ses projets rétrogrades, eh bien! il l'ira prendre à droite! Donc république rétrograde. Passons.

Une chose encore peut se faire, que Mac-Mahon ne s'en aille pas du tout et que nos 363 héroïques reçoivent le coup de balai traditionnel. Dans ce cas aurons nous par la voie légale, la république! Passons.

Il reste encore une dernière hypothèse, la plus grave, la guerre.

Pendant la guerre franco-prussienne, la Russie couvrait l'Allemagne. Il est naturel que pendant la guerre turco-russe l'Allemagne à son tour couvre la Russie. Qu'une guerre donc déclarée à la Russie par l'Angleterre et l'Autriche, occupe l'Allemagne, la France cléricale se jette sur l'Italie. La précipitation avec laquelle le parti des ducs et des curés a chassé du pouvoir un ministre qui allait tomber de lui-même, avec laquelle on a dissous une Chambre qui voulait la paix, semble prouver qu'il devenait pressant d'avoir ses coudées franches. Il est possible maintenant d'agacer assez les nerfs de l'Allemagne, ceux de l'Italie, pour se faire déclarer la guerre et la nouvelle Chambre en arrivant trouvera un fait acquis, une partie engagée, il ne lui restera qu'à protester et à voter des subsides: Ce qu'elle fera. Si nous sommes vainqueurs, aurons-nous la république? nous sommes cléricalisés pour vingt ans! Passons.

Que l'on approfondisse toutes les suppositions, que l'on fouille toutes les hypothèses et l'on sera convaincu que l'Etat, quelle que soit sa forme, ne peut nous donner notre république. Si nous la voulons, il faut désertier les urnes et peupler les barricades, et pour cela, il faut s'organiser. Donc que l'on ne perde pas un temps précieux, que l'on s'organise pour appliquer le premier point de notre programme, l'insurrection.

Mais ce n'est pas tout. Supposons l'insurrection triomphante. Le peuple de Paris, de Lyon, de Marseille, des grandes villes enfin, acclame Gambetta. Nous voici une fois de plus enfoncés dans le borborygme des gouvernements provisoires. Dictateur, Gambetta en appelle au suffrage universel et pour qui connaît en France l'état des partis, il reste hors de doute que le pays lui enverra une Chambre où une seule majorité sera possible, une majorité de coalition, et à sa tête M. Thiers ou son Sosie. Nous recommençons à tourner dans le cercle vicieux des républiques constitutionnelles.

Que faire alors?

Appliquer le second point de notre programme, son coté anti-étatiste et anti-gouvernemental. Qu'au lendemain d'une insurrection triomphante on n'acclame plus un homme, mais un principe; ne proclamons pas Gambetta, mais la commune. Oui, le salut de la république est dans l'établissement des communes autonomes partout, dans les plus grandes villes et dans les modestes hameaux.

Etudions un peu quelle est en France la répartition géographique des opinions. On n'appuie pas assez sur ce fait de politique scientifique et expérimentale. Il n'est pas en France un seul parti politique réellement prépondérant, assuré d'une solide et puissante majorité gouvernementale. Les républicains conservateurs, opportunistes, intrançaisants, les légitimistes, les orléanistes, les bonapartistes, pour s'assurer une majorité de gouvernement, sont condamnés à des coalitions: coalitions puissantes pour l'attaque, bonnes dans l'opposition, impuis-

santes et nulles pour la défense une fois pour toutes. En France point de gouvernement centraliste de quelque stabilité. Mais si l'on réfléchit que les partisans de ces opinions ne sont pas régulièrement disséminés sur toute la surface du territoire, mais sont parqués au contraire en groupes homogènes et parfaitement distincts; que les intransigeants et les socialistes dominent dans les grandes villes, les opportunistes et les conservateurs dans les cités de moyenne importance, et les monarchistes dans quelques campagnes, villages ou hameaux, on entrevoit une solution possible: la coexistence de ces groupes organisés comme il leur plaît, au sein d'une large et puissante Fédération de communes autonomes.

Il est des villes comme Paris, comme Lyon, comme Marseille, . . . etc. . . qui sont énergiquement, profondément républicaines. Elles sont prêtes, ces héroïques! à arracher de leurs fronts, leurs antiques couronnes murales et à coiffer le bonnet phrygien! Tenez! les voilà qui sortent de leur immobilisme où « l'État » les retenait! elles descendent de leur piédestal et s'élançant joyeuses vers l'avenir, à travers tous les essais, toutes les expériences qui ont pour but, le bonheur de l'humanité. Timides et craintives, les petites communes campagnardes se blottissent et s'accroupissent au pied de leurs clochers. Elles attendent pour s'élancer aussi vers l'aurore, de voir le sort qui attend leurs compagnes plus courageuses!

Pénétrons dans cette hypothèse, nous entrevoyons l'avenir!

Paris est en république. Dans Paris autour de chaque intérêt se forme un groupe spécial pour le satisfaire. Les corps de métiers constitués se fédèrent et sur le sol, dans la fabrique, à l'atelier, propriétés collectives des travailleurs, ils font mouvoir, par l'aide de tous et au profit de tous, les immenses machines. D'autres groupes se forment par quartiers; ces groupes de quartiers se fédèrent et l'organisation qui en résulte pourvoit aux besoins de la consommation. Plus de parasites, des travailleurs! le bonheur, la liberté, sont partout! le drapeau rouge sur les murs, le bonnet rouge sur toutes les têtes!

Hélas! dans la pauvre petite commune monarchique, le curé se fait élire président à vie. Ici, on a conservé toutes les institutions anciennes: et le parlementarisme, et la religion, et la famille, et la propriété! Des paysans plus écrasés et plus misérables encore qu'aujourd'hui retournent péniblement leurs champs et nourrissent des fainéants en longue file: capucins, curés, rentiers et militaires! Aussi, la misère est partout! le drapeau blanc est sur les murs, le bonnet d'âne sur les têtes!

Ne craignez rien. Laissez se dérouler côte à côte ces expériences. Vous verrez si ce fait, ce contraste palpable, matériel, visible, n'ouvrira pas plus les yeux au bon sens populaire, que les théories que contiennent vos gros livres ennuyeux, vos brochures et vos journaux que le paysan ne lit pas! l'aspect du bonheur du parisien fera un meilleur effet, croyez-moi, que vos expéditions de petits avocats parfumés des villes actuelles. Deux ans de cette propagande par le fait à côté de la propagande théorique, et qu'un roi, un Broglie, un empereur, viennent au nez de l'ouvrier, à la ville ou aux champs, toucher à sa république! il sera, je vous jure, bien reçu.

Pour tous les républicains sérieux la clef de la situation est dans ces deux mots, qui sont deux actes: la COMMUNE par l'INSURRECTION.

## Notes et souvenirs.

Nous nous en souvenons encore! C'était sous l'empire, à l'époque des cinq; par leurs brillants discours, par l'énergie parlementaire de leur opposition dynastique, les Favre et Cie étaient parvenus à cacher aux jeunes

les fautes de 1848; les vieux étaient morts, silencieux ou proscrits: ils n'avaient pas la parole. MM. Favre et consorts s'étaient refait une virginité en remuant aux yeux de tous la pourriture impériale. Un livre parut sous ce titre: « Les hommes de 1848 ». Ce livre, noblement, simplement, remettaient en lumière des faits historiquement vrais. Ce fut une nuée d'injures sur l'auteur. Que pouvait-il être l'auteur! . . . un mouchard, évidemment! L'auteur s'appelait de ce nom rayonnant: VERMOREL!

Au risque donc d'être, lui infime, traité de mouchard, honoré au besoin de porter ce nom illustré par Vermorel, l'auteur des « Notes et souvenirs » parlera un peu aux jeunes hommes de son temps. Et puisque, pour un discours, le nom de M. Gambetta est dans toutes les bouches, il commencera par se souvenir des faits et gestes de M. Gambetta.

## GAMBETTA

Cet homme est mon remords!

DELESCLUZE, Bordeaux 1871.

Le pape de l'opportunisme, Gambetta, ce pissenlit né sur le cadavre de Baudin, eut l'insigne honneur d'avoir pour parrain politique l'austère et héroïque Delescluze.

Le vieux Jacobin resté fidèle à son mandat, repose, à cette heure, dans la fosse commune du Père-Lachaise; M. Gambetta, lui, traité à tous ses serments, possède un hôtel splendide; il est député et président de la commission du budget, la bourse boit ses paroles, tient registre de ses actes, et la bourgeoisie qui flaire toujours ceux qui puent comme elle, l'entoure, le prône et prépare son avènement. Elle present en lui le paratonnerre de la sociale.

Deux mots: *pauvreté, dévouement*, résument la vie de Delescluze; trois mots: *palinodies, lachetés, trahisons* suffisent à peine pour qualifier la courte existence de M. Gambetta.

Pénétrons dans cet égout.

En 1869, l'avocat sans cause trouve une situation dans la politique; entré dans l'arène par la porte basse, le serment, on le voit tour à tour, révolutionnaire à Belleville, modéré à Marseille, et « honorable » très calme à la chambre.

A l'enterrement de Noir il brille par son absence; lors de l'arrestation de son collègue, Rochefort, il est d'une éloquence muette; et le 14 août 1870 lorsque le vieux lutteur, Blanqui et quelques « fidèles » essayent de soulever le peuple et de renverser, « la pourriture impériale », M. Gambetta retrouve son éloquence pour demander prompt et sommaire justice « de ces misérables ». Palikao dut le rappeler à la pudeur et au respect de la loi.

Le 4 septembre 1870, le peuple envahissant le Corps législatif exige la déchéance immédiate de l'empire et la proclamation de la république. Le fougueux tribun subitement devenu patriote répond aux hommes des faubourgs. « Criez vive la France, vous dis-je, et attendez respectueusement la décision de la majorité. » Ce farceur avait déjà dans sa poche sa commission de Ministre de l'Intérieur.

Dictateur absolu à Tours et à Bordeaux, quels sont ses actes?

*Républicain*, il poursuit avec acharnement les groupes et les hommes (Ésquirois et la ligue) dévoués à la révolution.

*Patriote*, il confie le sang du peuple aux Charrette, aux Cathelineau, aux du Temple, aux d'Aurelles et autres généraux royalistes et bonapartistes, tandis qu'il laisse Garibaldi dépourvu de tout, d'hommes et d'armes.

*Libre-penseur*, il flatte le clergé et il rétablit à Marseille les Jésuites chassés par le peuple.

Enfin survient 1870, la Commune lutte et meurt, le sang des Parisiens coule à flots pendant que le farouche républicain baigne son torse dans les eaux bleues de St-Sébastien. Il digérait l'emprunt Morgan!

Ses votes valent ses actes. Il vota la Présidence, le Sénat, mais non l'amnistie, sachant bien que nos morts reviennent.

Le Figaro a jugé cet homme: « N'insultons pas trop M. Gambetta, écrivait un jour l'organe des catins, nous serons peut-être bien heureux de le trouver ».

Ce jugement est celui de la bourgeoisie; à quand celui que le peuple réserve, dans ses jours de justice, aux lâches et aux traîtres, aux Chaudey et aux Clément Thomas?

## Suisse.

(Corr. spéciale de „l'Avant-garde“.)

Il est difficile de se rendre compte de la situation actuelle du parti socialiste en Suisse, si l'on ne connaît pas, dans ses traits généraux, l'histoire du mouvement ouvrier de ce pays pendant les dix ou douze dernières années.

Lorsque s'opéra, dans presque tous les pays d'Europe à la fois, ce grand réveil du prolétariat qui donna naissance à l'Internationale, l'agitation en Suisse se concentra dans trois foyers principaux: Genève, et le Jura neuchâtelois et bernois, pour la Suisse française; Zurich, pour la Suisse allemande. Elle eut, dans chacun de ces foyers, un caractère différent.

A Zurich, les ouvriers imbus encore du préjugé gouvernemental, se mirent simplement à la remorque du parti démocratique, et cherchèrent à obtenir, avec son concours, diverses réformes politiques: la plus importante à leurs yeux était le vote direct des lois par le peuple, procédé infaillible, croyaient-ils, pour enlever le pouvoir des mains de la bourgeoisie et le placer dans celles des ouvriers.

A Genève, il se trouva aussi un certain nombre d'ouvriers (surtout parmi les horlogers, les plus favorisés quant au salaire) qui envisagèrent le socialisme comme une simple question de changement de gouvernement, et qui prêchèrent à leur camarades l'alliance avec les radicaux bourgeois, afin d'obtenir l'admission de quelques ouvriers au Grand-Conseil; d'autres, néanmoins, plus intelligents et d'un tempérament plus révolutionnaire (ceux des corporations du bâtiment, en général), ne voulurent pas entendre parler de pactiser avec la bourgeoisie; il y eut donc lutte entre ces deux éléments, l'un des partis traitant les ouvriers révolutionnaires d'utopistes, et ces derniers dénonçant l'ambition secrète de certains meneurs, qui ne prêchaient l'alliance avec les radicaux que dans l'espoir de se faire à eux-mêmes une position politique (ce qui est arrivé).

Dans le Jura neuchâtelois et bernois (le Locle, la Chaux-de-Fonds, Neuchâtel, St-Imier, Porrentruy, etc.) le parti socialiste se sépara de très bonne heure de toute alliance bourgeoise, et s'affirma catégoriquement comme parti révolutionnaire, collectiviste et anarchiste.

Les socialistes de la Suisse allemande (si on peut les appeler *socialistes*) s'étaient généralement tenus à l'écart de l'Internationale; ceux de la Suisse française, au contraire, y étaient tous entrés dès 1866, ensuite que Genevois et Jurassiens se trouvaient côte à côte dans une organisation commune, la Fédération romande de l'Internationale. Heureusement pour la bonne marche de cette organisation, l'influence de la petite coterie des ouvriers-bourgeois de Genève se trouva neutralisée pendant un certain temps par deux circonstances: les grandes grèves des ouvriers du bâtiment en 1867 et 1868, qui contribuèrent énormément à populariser à Genève l'Internationale; et la propagande active faite par le vieux révolutionnaire Bakounine, qui habita Genève pendant les années 1868 et 1869. Mais ensuite, les ouvriers-bourgeois réunissent à prendre le dessus: ils avaient pour eux l'avantage d'être citoyens genevois, et de pouvoir faire vibrer la corde du patriotisme chez leurs compatriotes, tandis que les ouvriers révolutionnaires étaient pour la plupart des „étrangers“. Cette prédominance qui prit à Genève, après le départ de Bakounine en 1869, l'élément aux idées étroites et bourgeoises, amena un conflit au sein de la Fédération romande; au Congrès de la Chaux-de-Fonds, en 1870, une scission éclata, et la Fédération romande se trouva coupée en deux moitiés hostiles: d'un côté, les révolutionnaires, dont le Jura resta le centre principal; de l'autre côté, les partisans de la légalité, du parlementarisme, de l'alliance avec les radicaux, dont le centre fut Genève.

L'année suivante, la fraction révolutionnaire, voyant qu'on ne pouvait songer à ressouder les deux moitiés de la Fédération romande, vu les profondes différences de principe qui existaient entre les deux partis, se constitua en une organisation nouvelle: ce fut la Fédération jurassienne, fondée au Congrès de Sonviller en 1871. Dès ce moment, la Fédération jurassienne a été en Suisse le porte-drapeau du socialisme révolutionnaire, et tous les groupes avancés, particulièrement les proscrits de la Commune, se sont ralliés à elle.

Quant à Genève, le parti des ouvriers-bourgeois y avait atteint son but; l'alliance d'une partie des sociétés ouvrières avec les radicaux y fut bientôt un fait accompli; et les intrigues des meneurs qui avaient su obtenir ce résultat, furent récompensées par de bonnes places grassement payées.

Pendant ce temps, quelques sociétés ouvrières de la Suisse allemande constituaient une organisation spéciale, qui s'appela l'*Arbeiterbund* (c'est-à-dire „l'Union ouvrière“). Cette organisation avait la prétention d'employer des moyens pratiques, destinés à procurer aux ouvriers des avantages immédiats. Ces moyens

pratiques consistaient à poser, lors des élections, des candidatures ouvrières; à adresser des pétitions aux Conseils législatifs suisses; à réclamer le vote des lois par le peuple, etc. Le résultat de cette belle tactique a été qu'au bout de quatre ans d'existence, l'*Arbeiterbund* est devenu un docile instrument entre les mains des radicaux, qui s'en servent lorsqu'ils ont besoin de racoler des voix pour une élection; quant aux revendications socialistes sérieuses, l'*Arbeiterbund* les traite d'utopies; la vue même du drapeau rouge lui fait peur, et il le bannit sévèrement de ses cortèges. Mais il faut ajouter que cette manière d'agir a fini par dégoûter les plus énergiques parmi les ouvriers de la Suisse allemande; ceux-là se sont séparés de l'*Arbeiterbund*, se sont constitués en sections dans différentes villes, et ont tenu la main de la solidarité aux internationaux de la Fédération jurassienne.

La situation en Suisse est donc aujourd'hui celle-ci: Deux organisations sont en présence. Celle de la Suisse française est la *Fédération jurassienne*, qui appartient à l'Internationale, et qui rallie tous les socialistes de langue française en Suisse; bien que ses principales sections soient dans le Jura, elle a des ramifications dans plusieurs cantons de la Suisse, et à Genève même elle compte trois sections; elle possède même dans quelques villes des sections de langue allemande et de langue italienne. L'organisation de la Suisse allemande est l'*Arbeiterbund*; cette association est hostile à l'Internationale, qu'elle trouve trop avancée; elle est dirigée par des politiciens radicaux, et, dans ses dernières manifestations publiques, elle a formellement tourné le dos au socialisme. Dans une prochaine lettre, je vous entretiendrai des faits et gestes de ces deux organisations rivales, durant ces derniers temps.

**France. Paris.** „Pour les nouvelles que tu me demandes dans ta dernière, c'est toujours à peu près la même chose. Beaucoup de phrases à effet pour les citoyens qui ne regardent que les discours et non les actes de leurs soi-disants représentants (qui ne représentent que leurs intérêts personnels). Oh! oui, il y a eu de belles paroles de dites au sujet de cette dissolution! . . . . nous, nous revendiquons hautement le nom de révolutionnaires et nous ne voulons pas être assimilés à ces vampires de la noblesse et de la bourgeoisie qui depuis une éternité suçent la sang du prolétaire . . . En deux mots, voici la situation: dissolution de la chambre anti-amnistieuse, candidatures officielles au nom du gouvernement d'un côté, au nom de Gambetta et Cie de l'autre. On fera les élections sur des noms et pas sur des programmes, . . . à moins que des esprits anarchistes viennent en formuler un.“

Nous abondons dans le sens de cette lettre avec cette seule restriction que le seul programme que des anarchistes puissent formuler en ce moment, c'est de se foutre des coups de fusils.

**Mâcon.** Nous saisissons dans une lettre le portrait très ressemblant d'un ouvrier opportuniste:

„J'ai eu avec un membre important du cercle de X une discussion fort longue. Cet homme est vieux: la nature a changé son tempérament; 60 ans au lieu de 20. Républicain sincère, mais ne voulant pas ces transformations fortes, spontanées, attendant tout du courant des siècles. Tout son plaidoyer se résume dans ces mots seuls: le progrès est lent, mais il vient, il faut attendre; laissons tout aller, mais pas de moyens violents! . . . Vous en dire plus long, l'espace me manquerait . . . etc.“

Il ne faut pas que notre correspondant se décourage. Nous avons la part belle! A. M. Gambetta les vieux? soit! mais à nous les jeunes.

**Savoie.** Nous extrayons d'une lettre particulière écrite par un paysan le passage qui suit. Paysans et ouvriers ont en France comme on voit les mêmes conceptions sur la situation qui se déroule:

„L'*Avant-garde* a fait sensation ici. Les paysans la lisent et la commentent. Continuez de nous faire remettre le journal; il nous aidera puissamment à combattre l'influence malsaine du *Figaro* que des expéditeurs inconnus nous ont adressé cette semaine (discours du Duc de Broglie) . . . . .“

Un mot d'un de nos paysans républicains résume la situation et nos pensées: *on va balayer les républicains bourgeois, c'est bien fait pour eux puisqu'ils n'ont rien su faire quand ils avaient tout en mains.*“

Oh! c'est que le paysan ne comprend pas de mille façons la république. Il l'appelle „sa Marianne“ et il veut la voir comme lui les bras nus et le cœur à la besogne. Sans cela, il s'en fout!